

## Espace ouvert à l'expression des élus du Conseil municipal

Les textes publiés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs



**Jocelyne Boyaval**

Conseillère municipale  
déléguee au Logement  
jboyaval@ville-malakoff.fr



**Monique Zanatta**

Conseillère municipale  
mzanatta@ville-malakoff.fr  
01 47 46 75 11  
psmalakoff.net



**Rodéric Aarsse**

Adjoint à la maire en charge  
des Déplacements,  
du Développement durable  
et de l'Aménagement  
numérique  
raarsse@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale – élus du groupe  
Front de gauche, communistes,  
et citoyens**

### Le logement social menacé

“**L**es mesures annoncées par le gouvernement pour compenser la baisse des APL par une diminution des seuls loyers du parc social mettent en péril l'équilibre financier des organismes HLM, confrontés à la paupérisation croissante des locataires et des nouveaux entrants. La raison invoquée? Un prétendu magot que détiendraient les organismes HLM. Mensonge! Contrairement aux entreprises du Cac 40, la loi les y obligeant, les organismes HLM ne peuvent pas distribuer de dividendes et réinvestissent leurs moyens dans les constructions et la réhabilitation. Ces mesures vont casser la production de logements sociaux. Pourtant 715 000 ménages franciliens attendent un logement social, 95 000 dans les Hauts-de-Seine, plus de 2 000 à Malakoff. La baisse des moyens financiers des HLM diminuera aussi leur capacité d'entretien et de modernisation du parc social, dégradant la qualité de vie des locataires. La persistance des difficultés à loger nos concitoyens les plus fragiles ne sera pas résolue par la seule approche budgétaire. La politique du logement traduit un choix de société. Retirer au logement social les moyens d'agir, c'est affaiblir la cohésion sociale. Les APL relèvent de la solidarité nationale. Il n'appartient pas aux bailleurs sociaux de les financer. Les députés et sénateurs communistes et Front de gauche portent des propositions alternatives: l'inéligibilité des maires ne respectant pas la loi SRU imposant le seuil des 25% de logements sociaux (23 villes dans le 92 sont en dessous), 10 000 euros d'aide par logement aux maires bâtisseurs contre 1 320 euros actuellement, l'encadrement des loyers du secteur privé dans toutes les zones tendues, la revalorisation de l'aide à la pierre et la réorientation de l'argent des dispositifs de fiscalisation vers le financement de ces nouvelles aides. Guidées par des intérêts financiers et non humains, les mesures gouvernementales soulèvent mécontentements et mobilisations, dépassant les sensibilités politiques. Les élus du Conseil municipal à l'unanimité sauf une voix, celle de Malakoff Plurielle, ont voté un vœu s'opposant aux attaques dirigées contre le logement social. Ensemble, poursuivons et amplifions la mobilisation pour le logement social! ■

**Majorité municipale  
élus socialistes**

### Tensions et inquiétudes!

“**D**ans un contexte de reprise économique, nous aurions pu penser que le gouvernement mène des politiques pour celles et ceux qui en ont le plus besoin. C'est plutôt le contraire qui s'effectue pour l'instant! La réduction des contrats aidés, la baisse de l'APL (Aide personnalisée au logement) et la suppression de l'APL en accession ne font qu'aggraver les injustices et les inégalités sociales et territoriales. Alors que le nombre de bénéficiaires est déjà en constante diminution ces trois dernières années du fait du non-réajustement du plafond de ressources et du resserrement des critères d'attribution, ce sont plus de six millions de ménages, dont 600 000 Franciliens, parmi les plus modestes et les plus précaires qui vont perdre 60 euros de pouvoir d'achat. Une fois de plus, cette économie se fait sur le dos des familles les plus vulnérables. À Malakoff, ce sont 2 750 locataires qui sont touchés, dont 1 550 dans le parc locatif social. Aujourd'hui, le gouvernement voudrait faire supporter cette diminution par les bailleurs sociaux. Cette mesure entraînerait de grosses difficultés de fonctionnement pour les organismes de logement qui se verraient dans l'impossibilité d'assurer l'entretien et la rénovation de leur patrimoine. Les programmes de construction seront revus à la baisse et une fois encore, ce sont les populations les plus précaires qui en subiront les conséquences. Dans le projet de loi de finances (PLF) du budget 2018 plusieurs mesures se révèlent aussi particulièrement inéquitables. Tout d'abord le remplacement de l'ISF, qui concerne 351 000 foyers, par un impôt sur les revenus immobiliers. Il permettra aux 1% les plus riches d'économiser 3,6 milliards d'euros. Autre mesure prévue, la suppression des cotisations maladie et chômage pour les salariés du privé, en contrepartie d'une augmentation de la CSG. Si la plupart des salariés pourront en bénéficier, les fonctionnaires n'auront en revanche aucun gain de ce côté. Quant aux retraités qui se verront appliquer la hausse du taux de CSG à partir de 1 200 euros par mois, ils seront 60% à en être perdants. Ils s'opposent à l'iniquité de cette augmentation entre actifs et retraités et sont en profond désaccord avec des méthodes qui opposent les générations. ■

**Majorité municipale  
élus Europe Écologie – Les Verts**

### Luttons contre l'obsolescence programmée

“**L'**obsolescence programmée est l'ensemble des techniques mises en place par un fabricant, destinées à réduire la durée de vie ou d'utilisation d'un produit pour en augmenter le taux de remplacement. Depuis les années 1930, c'est un moyen d'augmenter artificiellement la consommation et de favoriser la croissance industrielle. Mais cela se fait au détriment de l'environnement et des consommateurs. Il y a l'obsolescence de fonctionnement lorsqu'un produit tombe en panne intentionnellement et que le service après-vente a un prix prohibitif par rapport à un produit neuf. Lorsqu'un produit ne peut plus être utilisé à cause d'un accessoire ou d'un produit associé défectueux et non réparable ou remplaçable. Ou encore lorsqu'un produit n'est pas adaptable aux évolutions technologiques, par exemple un matériel informatique qui n'est pas compatible ou trop lent avec les nouveaux systèmes d'exploitation. Il y a aussi l'obsolescence psychologique lorsque le produit ne correspond plus aux envies de l'utilisateur par de nouvelles fonctionnalités ou par changement d'esthétique à travers la mise sur le marché fréquente de nouveaux modèles et la création de phénomènes de mode. Face à la prise de conscience du public, certains pays tentent de légiférer pour limiter l'obsolescence ou le vieillissement programmés. Un exemple récent en est l'interdiction des cartouches d'encre à mémoire par l'Union européenne. En France chaque année, 40 millions de biens tombent en panne et ne sont pas réparés. Une loi a été votée en juillet 2015 punissant l'obsolescence programmée. C'est maintenant un délit puni par des amendes pouvant s'élever à 300 000 euros, voire 5% du chiffre d'affaires réalisé en France, et des peines de prison fermes. Mais les preuves de l'intention délibérée du fabricant sont difficiles à établir. À Malakoff nous agissons aussi pour réduire la mise à la poubelle des objets en fin de vie grâce au premier Repair café, le 30 septembre 2017, par l'association Les Fabricateurs en partenariat avec la future ressourcerie de notre ville. ■



**Emmanuelle Jannès**  
Conseillère municipale  
emmanuellejannes@yahoo.fr  
malakoff-plurielle.fr  
malakoffetvous.fr



**Ange Stéphane Tauthui**  
Conseiller municipal  
06 22 71 07 24  
stauthui@ville-malakoff.fr



**Fabien Chébaud**  
Conseiller municipal  
fabien.chebaud@yahoo.fr  
malakoff21.fr

**Opposition municipale  
Malakoff Plurielle, Collectif Gauche –  
Écologie – Centre**

## Quelles entreprises, quels emplois ?

“**N**otre ville dispose d’atouts majeurs pour l’accueil des entreprises, mais elle comptait jusqu’ici sur sa seule situation géographique et la richesse de son réseau de transport pour les attirer. Elle s’en remettait aussi à l’intercommunalité pour les questions de développement économique, cette compétence (hors commerce) n’étant pas attribuée aux villes. Or, si des entreprises de toutes tailles sont implantées à Malakoff, elles ne sont pas toujours identifiables, notamment par les demandeurs d’emploi et les commerçants : pas d’annuaire des entreprises, pas de lieu d’échanges pour faciliter les collaborations entre acteurs ou diffuser les offres d’emploi. L’intégration des entreprises dans le tissu urbain pose aussi de nombreuses questions qui réclament une vision sur le long terme.

En recrutant un agent dédié à l’économie puis en lançant Les Ateliers de l’éco, notre commune semble enfin réaliser l’importance du sujet ! Faire se rencontrer les acteurs est une première étape positive. Mais nous réclamons que ces actions reposent sur une stratégie claire et cohérente basée sur une volonté d’articuler tous les acteurs de la vie économique de Malakoff tels que les commerces, les autoentrepreneurs, les associations, les structures de formation, les demandeurs d’emploi, dans tous les domaines.

En effet, en mettant l’accent sur l’économie sociale et solidaire, notre ville ne doit pas pour autant passer à côté de la révolution numérique ni de l’innovation : développer des synergies avec d’autres acteurs déjà présents (notamment dans le secteur du multimédia) dans une pépinière d’entreprises permettrait de développer des services utiles à tous (liens entre salariés et commerçants ou associations, covoiturage, services aux familles, soutien scolaire, sécurité...). Des initiatives fleurissent telles que l’ouverture d’une ressourcerie, le projet d’un tiers lieu pour l’artisanat, le développement de bureaux partagés, un café associatif... mais quid de la logique d’ensemble et des synergies ?

C’est pourquoi Malakoff Plurielle demande la mise en place d’une commission de la Vie économique pérenne et ouverte à tous les acteurs, pour inscrire une action dans la durée. ■

À la demande de l’Union sportive municipale de Malakoff, la tribune d’Emmanuelle Jannès publiée dans le *Malakoff infos* d’octobre fait l’objet d’un droit de réponse (lire p. 24).

**Opposition municipale  
Le Malakoff Citoyen**

## La démocratie participative

“**P**endant trois ans, la minorité municipale Le Malakoff Citoyen

que je représente a été vigilante, tout en refusant de tomber dans l’opposition stérile et systématique. J’ai voté avec la majorité les délibérations qui allaient dans le bon sens et surtout venant de la consultation des Malakoffiots. La démocratie participative est bien la force d’unité au service de tous.

Le Malakoff Citoyen a pour objectif de travailler à la reconstruction et à l’unité du secteur démocratique et populaire, par la mise en place d’une force citoyenne faisant abstraction des clivages partisans et œuvrant au rassemblement des Malakoffiots à bâtir notre ville. Vous avez des idées à faire valoir ? Vous souhaitez participer à la vie de votre quartier ? Vous avez des propositions en matière de voirie ? De sécurité ? De propreté ? De cadre de vie ? De stationnement ou d’autres problématiques rencontrées ? N’hésitez pas à nous solliciter et à nous faire part de vos suggestions, en nous rencontrant en mairie ou en nous écrivant.

Il est demandé aux collectivités de composer avec des dotations de l’État en forte baisse depuis plusieurs années et des difficultés locales parfois inattendues.

Le projet de budget 2018, présenté par le gouvernement, prévoit de baisser les APL aux locataires précaires qui en bénéficient. Tous les acteurs du logement, y compris les entreprises du bâtiment qui emploient des centaines de milliers de personnes, demandent l’abrogation de cette mesure, contestable sur les plans économiques et sociaux. Souhaitons donc que cette politique du logement social soit reconsidérée comme le demandent tous les organismes, les professionnels, les associations de locataires et les collectivités territoriales et locales. À ce titre et sans esprit de polémique, quant aux moyens financiers pour accomplir au mieux les missions au niveau de la collectivité, ils doivent être mieux utilisés et ne doivent pas être un prétexte pour nous lamenter et chercher le coupable.

Est-ce que la population a le même niveau d’information ou avons-nous des privilégiés ?

Il convient en effet que chacun et chacune puissent disposer d’un éclairage complet concernant le fonctionnement et l’administration de notre commune. À côté de l’information « officielle » fournie dans le bulletin municipal ou le site de la mairie. ■

**Opposition municipale  
Malakoff 21  
Collectif citoyen Gauche – Écologie**

## Travailler ensemble pour Malakoff : Mission (im)possible ?

“**L**es élections présidentielle et législative ont entraîné une recomposition de la vie politique de notre

pays. À Malakoff, quelques effets se font déjà sentir. La municipalité se positionne clairement dans la ligne contestatrice de l’extrême gauche en s’opposant frontalement à toutes les mesures prises au niveau national, comme elle l’avait fait lors du mandat précédent contre ses propres alliés socialistes. Par ailleurs, quelques élus isolés ont rejoint le mouvement présidentiel En Marche.

Dans ce paysage, les prises de position des uns et des autres sont souvent empreintes de dogmatisme et d’ambition personnelle. Notre groupe Malakoff 21 n’a rejoint ni les uns ni les autres et continue à se positionner, comme promis lors de la campagne municipale, sur une ligne d’opposition constructive. Notre action, ainsi libérée de toutes les contingences de la politique nationale, n’a qu’un seul but, agir pour notre ville.

Pour agir, encore faut-il participer aux différentes instances de pilotage. Après des demandes répétées, notre groupe a obtenu sa participation à certains comités : subventions aux associations, comités de pilotage pour l’aménagement des secteurs Henri-Barbusse et de la Porte de Malakoff, autour de l’immeuble Insee. La crédibilité de notre travail a sans doute joué dans cette décision d’ouverture prise par la majorité. Nous saluons ce premier pas. Cependant nous attendons aussi le grand pas qui serait de permettre à l’opposition de participer à la préparation du budget et aux commissions d’attribution des logements sociaux. Dans le même sens, il conviendrait que la municipalité accepte de prendre en compte certaines de nos propositions et d’en discuter. Il y a plus d’un an, nous avons proposé de créer une ressourcerie à Malakoff. Or, cette idée avait suscité de la moquerie de la part de certains élus de la majorité... Notre groupe regrette ce manque d’écoute et d’ouverture pour des idées qui ne viennent pas d’eux. Nous aurions pu construire ce projet important et rassembleur, sans perdre un an et sans faire appel à des initiatives extérieures à notre ville... puisque désormais la Ville soutient l’implantation d’une telle structure rue Raymond-Fassin... ■